

Tunisie 2011: l'an I des espérances au sud de la Méditerranée

En janvier 2011, la révolution subite et inattendue du peuple tunisien est un cadeau offert au monde arabe. Surtout au regard de la « résistibilité » de cette région à la vague démocratique... Voici quelques nécessaires éclairages sur le pourquoi de la « révolution du jasmin ».

Pierre VERMEREN, maître de conférences à Paris I-Cemaf
(Centre d'études des mondes africains), historien du Maghreb contemporain *

Aucun des vingt-trois pays « arabes » ne pouvait se targuer, cinquante ans après les indépendances, d'un régime démocratique, là où l'alternance politique à la tête de l'Etat est possible et s'opère avec un minimum de violences *ad hominem*. Les deux fers de l'autocratie, séduction/corruption d'une part, violence/répression de l'autre, demeuraient d'usage courant. Mais le ver était dans le fruit, puisque le président tunisien Zine el Abidine Ben Ali (« Zaba ») lui-même gouvernait avec une extrême brutalité au nom de la « démocratie » ! Certes, tous les régimes autoritaires ne se valent pas, certains ménageant des espaces de liberté, de critique, voire de contestation. Et d'autres sont plus légitimes au regard de l'histoire.

Mais la Tunisie de Ben Ali était une petite autocratie illégitime, aux yeux de la majorité de son peuple. En 1987, le coup d'Etat du 7 novembre avait mis fin au trop long règne du « Président à vie »,

Bourguiba. Les Tunisiens avaient respiré. Ben Ali leur proposait la démocratie, des élections libres et pluralistes, et le respect des libertés publiques. Mais dès 1990 ont surgi les tendances autocratiques. Arguant de la menace islamiste sur le pays, puis du risque de contagion de la guerre civile algérienne, le Président s'est enfermé dans une gouvernance autoritaire et brutale. Les libertés publiques les plus élémentaires ont été bafouées, au point que les Tunisiens se sont mis à regretter les espérances et les espaces de débat qu'ils avaient connus sous Bourguiba. Même cela, il était interdit de le dire !

De l'autocratie à la kleptocratie

La fin de leur calvaire ne vint pas avec la stabilisation algérienne vers 2000. Les fondamentaux du régime de Zaba étaient alors bien établis. L'autoritarisme policier,

* P. Vermeren rééditera en mai 2011 *Maghreb, les origines de la révolution démocratique*, Pluriel, Paris.

associé à une gouvernance économique prétendue « modèle » et à l'absence totale de perspectives politiques étaient bien rodés. Le 11 septembre 2001 fut une bénédiction pour un régime en manque de légitimité politique. Le Président se présente à nouveau aux Occidentaux en rempart solide face à la menace de l'islam révolutionnaire. Elu à chaque présidentielle avec un score brejnévien, Zaba modifie la Constitution pour se représenter la fois d'après. En 2002, l'attentat contre la synagogue de Djerba fut une nouvelle « aubaine » pour lui.

Dans les années 2000, la plupart des opposants historiques s'étaient exilés, harcelés avec leurs familles par les nervis du régime. Il fallait le courage exceptionnel, mêlé d'inconscience, des francs-tireurs de l'opposition, comme l'écrivain Taoufik Ben Brik ou la militante des droits de l'Homme Radhia Nasraoui, pour braver un régime au faite de sa puissance et de son impunité. Vue d'Europe, la Tunisie était un régime à poigne – car il fallait

AU SOMMAIRE

► **Maghreb
Tunisie 2011 :
l'an I des espérances
au sud de la
Méditerranée**

Pierre Vermeren 27

► **Maghreb
Algérie : la fin
du compromis social
fondé sur la rente ?**

Ahmed Dahmani 30

► **Politique
de l'immigration
Victimes du séisme
haïtien : la France,
terre d'accueil ?**

Jean-Michel Delarbre
Nicole Launey 33

► **Afrique
Togo : la vie
dans une oligarchie**

N'buéké Adovi Michel
Goeh-akue 36

contenir l'islamisme –, mais la croissance réputée vigoureuse annonçait un « avenir radieux » ! Pourtant, le « clan Ben Ali » asphyxiait la Tunisie. Après avoir placé son pays sous un éteignoir sécuritaire, et mâté ses élites humiliées par sa grossièreté, le Président sombra dans un affairisme ravageur. Il avait épousé sa coiffeuse en 1992. Cette femme ambitieuse, inculte et sans scrupule, prit un ascendant croissant sur son mari, au point de devenir la bien-nommée « régente de Carthage » ! Elle plaça le pays et son économie en coupe réglée, envisageant même de succéder à Zaba. Celui-ci n'était pas en reste, offrant concessions, monopoles et participations à ses gendres et à sa famille. Mais Leïla le surpassa. Grâce à elle, les Trabelsi, famille pauvre de onze enfants du grand Tunis, firent « main basse » sur la Tunisie.

La fortune du « clan Ben Ali »

L'expression de N. Beau n'est pas imagée, car le clan recourut à tous les moyens. En fin de règne, on découvrit à l'étranger que le clan était devenu mafia. Les Tunisiens, bâillonnés, l'avaient compris bien avant... Concussion, racket, intimidation, vol, prédation, assassinats, népotisme, redressements fiscaux, appropriation indue, détournements de fonds publics, créances douteuses, vols de yachts (jusqu'en France), détournement des moyens de l'Etat, enlèvements, tout fut mis en œuvre pour piller la fragile économie tunisienne, pourtant l'un des rares atouts du régime.

Au terme de cette folle décennie, la fortune présumée de Ben Ali et de son clan atteignait cinq milliards de dollars en 2010, soit 14 % du PIB ! Or la Tunisie produit peu de matières premières, de sorte qu'il a fallu, peut-être de concert avec les mafias italiennes si proches, saigner l'économie et les entrepreneurs sans les

détruire tout à fait. La croissance apparente s'en est ressentie, demeurant à un niveau médiocre pour un pays en développement et en paix.

Cette dynamique infernale jeta les acteurs de l'économie, et la masse jamais résorbée des diplômés chômeurs, dans un état d'humiliation et de rage mêlées rarement atteint. Celles-ci étaient d'autant plus terribles que le pays jouissait de la confiance de ses protecteurs, FMI, République française et Union européenne en tête, et que des millions de touristes se promenaient dans l'insouciance festive des slogans publicitaires (« Tunisie amie », « pays du jasmin » etc.).

Le non-sens politique vécu par la population, couplé à l'absence de perspectives individuelles et collectives, forma au fil des ans un cocktail détonnant, dans l'indifférence presque générale. Ce peuple fier, éduqué et imprégné par les ambitions du bourguibisme, attendait une étincelle. Elle devait éclater dans le Centre-Ouest, une région traditionnellement méfiante envers Tunis. Adossée aux Aurès en Algérie, la région du Centre-Ouest, dite « tribale » sous le protectorat, se rattache au Maghreb continental. La bourgeoisie tunisoise et sahélienne (de la côte) qui dirige le pays connaît peu cette périphérie ! Le Sud est sous surveillance, à cause de son irrédentisme berbère-saharien, de la production des mines de Gafsa, et de la proximité libyenne. Mais le Centre-Ouest étant délaissé, les effets de la crise internationale y ont été douloureux.

De l'émeute à la révolution

Le 17 décembre 2010, dans un commissariat du petit centre régional de Sidi Bouzid, se produit une scène ordinaire d'humiliation policière. Un jeune diplômé chargé de famille, Mohammed Bouazizi, qui survit en vendant des légumes au marché, se fait pour la quatrième fois saisir son étal par

des policiers. Démuni, il se rend au commissariat pour se plaindre. Une policière le gifle en guise de réponse. La *hogra*, l'humiliation, atteint son comble. Pour laver son honneur et celui des siens, le jeune homme achète un bidon d'essence et s'immole devant le commissariat. Fortement brûlé, il est transporté à l'hôpital et placé en soins intensifs. L'événement devient politique. Sidi Bouzid se solidarise avec ses proches, soulevant une immense vague de réprobation. C'est l'honneur de Bouazizi qu'il faut venger, ainsi que les humiliations dont est victime la population. Des émeutes éclatent le 18, et se propagent à la région.

C'est l'étincelle attendue. En quelques jours, la contestation populaire se répand comme une traînée de poudre grâce aux réseaux sociaux. Zaba se rend au chevet de la victime, un geste inédit. Mais les choses sont allées trop loin. En quinze jours, la contestation gagne le littoral, le Nord et la capitale. Pour parer le danger, le Président déploie l'armée dans les rues de Tunis, une première. Il multiplie les gestes de fermeté et les promesses. Il prononce un premier discours télévisé sans effet. Sa femme, en voyage dans le Golfe fin décembre, diffère son retour. C'est dans les gouvernorats de l'intérieur, à Kasserine et Sidi Bouzid, que la répression est la plus brutale. Commissariats et bâtiments publics sont brûlés, et les forces antiémeutes de la garde présidentielle, dépêchées pour en finir, tirent à balles réelles. Le 10 janvier, un convoi mortuaire de cinq mille personnes conduit au cimetière de Kasserine un jeune émeutier. Les *snipers* du régime tirent, et tuent en tête du cortège. Face à l'innommable, la révolte se mue en révolution. A Tunis, le Président perd le contrôle de la situation. Le chef d'état-major, le général Rachid Ammar, refuse de tirer sur les émeutiers. Démis de ses fonc-

L'élection d'une Constituante en juillet 2011, programmée par les autorités de transition, est le préalable à la construction d'une Tunisie démocratique. Tel est le vœu de la grande majorité des Tunisiens, dont la fierté d'être l'avant-garde du monde arabe n'a d'égale que leur joie de la liberté retrouvée.



© DR

tions, il se rend à l'ambassade des Etats-Unis. Le sort du président Ben Ali est scellé: il a quelques jours pour quitter le pays.

A Paris et en Europe, personne n'imagine encore la fin du régime. Le 14 au matin, au moment où « L'Express.fr » - à notre initiative - popularise l'expression « révolution du jasmin », afin de faire connaître l'impensable bonne nouvelle en provenance de Tunis, l'ambassadeur de France adresse un télégramme diplomatique au Quai d'Orsay, où il est dit que le président Ben Ali reprend le contrôle de la situation. Clin d'œil à la « révolution des œillets », le « jasmin » n'occulte rien des souffrances endurées par les familles des deux cent trente-sept morts. Mais le soir du 14, Z. Ben Ali est exfiltré par l'aéroport de Tunis. Dans la nuit, il atterrit en Arabie Saoudite. La révolution a vaincu. Mohammed Bouazizi est vengé. La transition démocratique commence.

Ces événements sont historiques et considérables. Pour la première fois depuis les indépendances, une révolution populaire abat un régime arabe, et une puissante

aspiration à la démocratie politique triomphe dans cette région du monde. Les Tunisiens, malgré le poids de l'autocratie, ont fait montre d'une maîtrise, d'un courage et d'une organisation assez stupéfiants. Des comités de quartiers protègent les biens et les personnes après le retrait des forces de police.

La marche à la démocratie

L'armée ne tire pas sur la foule, et permet le bon déroulement des événements. Les casseurs de Ben Ali causent un minimum de dégâts grâce à ce sang-froid, chassant les chefs de la garde présidentielle vers la Libye. Aucun chef autoproclamé ne parasite cette révolution populaire, et les islamistes sont en retrait. Cela n'infère cependant rien quant à leur poids électoral. Enfin, la jeunesse tunisienne retrouve sa dignité, offrant à ses aînés et au monde un visage impressionnant de détermination.

Quelle que soit l'issue du processus démocratique à l'œuvre en cet hiver 2011, l'événement est irréversible. La soumission des

Les Tunisiens, face au poids de l'autocratie, ont fait montre d'une maîtrise, d'un courage et d'une organisation assez stupéfiants.

peuples de la région, en vigueur depuis les indépendances confisquées, s'avère insupportable et illégitime. La révolution tunisienne a d'ores et déjà produit un effet domino, inédit, de révolte et de libération. La quête de liberté a provoqué la chute inespérée de l'autocratie égyptienne. Cependant, il est essentiel pour les peuples arabes que la transition tunisienne s'opère de manière positive et pacifique. Sa puissance d'attraction en dépendra. L'élection d'une Constituante en juillet 2011, programmée par les autorités de transition, est le préalable à la construction d'une Tunisie démocratique. Tel est le vœu de la grande majorité des Tunisiens, dont la fierté d'être l'avant-garde du monde arabe n'a d'égale que leur joie de la liberté retrouvée.

Tout cela ne signifie nullement que cette transition sera un chemin de roses. La persistance des manifestations durant l'hiver a montré la détermination des Tunisiens à liquider les séquelles de l'ancien régime. Tous les ministres de Ben Ali ont été obligés de quitter le gouvernement, et le RCD (l'ancien Parti-Etat) a été dissous début mars. Ces victoires, et le rappel d'un bourguibien au poste de Premier ministre, Béji Caïd Essebsi, ne peuvent occulter les très graves circonstances économiques qui pèsent sur la transition. La tragédie libyenne, et le quasi-arrêt de l'économie pendant des semaines, sont des menaces considérables.

Un premier sondage politique a révélé l'immense espérance et la confiance des Tunisiens dans les perspectives politiques de leur pays. Mais les manifestations et leurs morts, les grèves et les licenciements, l'émigration en provenance de Zarzis, les manœuvres d'arrière-garde des réprouvés de la dictature, tout cela appelle une extrême vigilance, et impose à l'Europe communautaire un devoir de solidarité aussi urgent qu'impératif. ●